

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle 2022

N°752/ Avril 2023

L'ÉCONOMIE DE MAYOTTE EN 2022

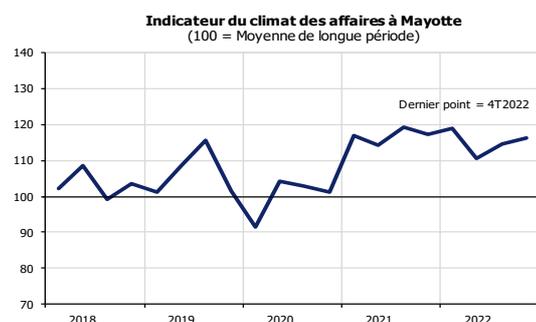
Des indicateurs au vert malgré des défis structurels persistants

En dépit des défis structurels liés notamment à la démographie, aux manques d'infrastructures, à l'insécurité, et au déficit en matière d'ingénierie, l'année 2022 confirme et accentue la tendance positive pour l'économie de Mayotte engagée en 2021. Le dynamisme de l'activité se traduit par un climat des affaires bien orienté.

Entamée en fin d'année 2021, la hausse des prix s'est poursuivie, avec une accélération au quatrième trimestre 2022, plaçant l'inflation mahoraise au-dessus de la moyenne nationale en décembre. Ce contexte inflationniste a impacté la consommation des ménages, dont la progression est moindre comparée aux années précédentes, bien que demeurant à un niveau élevé. En effet, à l'exception des immatriculations de véhicules neufs, les indicateurs de la consommation des ménages affichent des augmentations plus modérées qu'en 2021. Le commerce extérieur enregistre une hausse tant pour les importations, qui maintiennent une augmentation soutenue, que pour les exportations qui connaissent une croissance marquée. La bonne orientation de l'activité globale est portée essentiellement par les secteurs du BTP et des services marchands, et dans une moindre mesure par le commerce. Enfin, l'activité bancaire poursuit son expansion : la collecte de l'épargne continue de croître tandis que les encours de crédit se consolident, accompagnés d'une amélioration de la sinistralité.

Une conjoncture économique bien orientée

Un climat des affaires favorable toute l'année



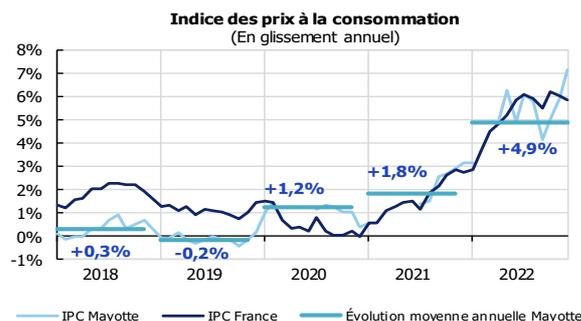
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'année 2022 poursuit la tendance observée en 2021, avec un climat des affaires favorable toute l'année, témoin d'une conjoncture économique bien orientée. Cette bonne tenue est portée par une activité en hausse constante dans la majorité des secteurs d'activité. Avec le contexte inflationniste depuis le début de la guerre en Ukraine, les entreprises restent toutefois perturbées par une forte tendance à la hausse des prix des intrants et des coûts des approvisionnements, notamment à partir du troisième trimestre 2022. Les professionnels déclarent répercuter tout ou partie de ces hausses dans leurs prix de vente.

Un contexte inflationniste persistant et impactant

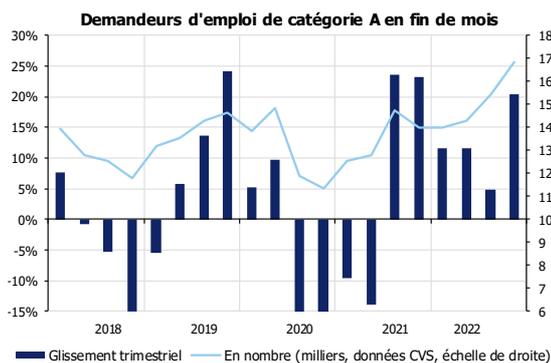
L'année 2022 est marquée à Mayotte par la hausse des prix. En moyenne annuelle, les prix augmentent de 4,9 % (après +1,8 % en 2021), contre 5,2 % pour la France entière. Un pic d'inflation à 7,1 % est atteint à fin décembre 2022, dépassant le niveau national (+5,9 %).

La croissance des prix à la consommation est portée par tous les grands postes. Entre décembre 2021 et décembre 2022, la hausse de l'énergie reste la plus significative (+16,6 % contre +10,5 % en 2021). Les produits alimentaires croissent de 12,7 %, après +4,7 % en 2021. Les prix dans les services continuent également de progresser (+6,4 % après +1,8 % en 2021). Seuls les prix des produits manufacturés se stabilisent (+0,9 % après +1,1 % en 2021).



Source : Insee, données mensuelles

Un marché du travail difficilement mesurable



Sources : Pôle emploi, désaisonnalisées par la DARES

Même si l'ensemble de ces chiffres semblent indiquer une dégradation du marché de l'emploi, leur interprétation se doit d'être nuancée. En effet, il demeure difficile de mesurer de manière certaine le marché du travail mahorais. De nombreuses personnes restent à la marge des données officielles, engendrant des difficultés de mesure de leurs comportements en matière de recherche d'emploi. Aussi, le halo autour du chômage demeure plus élevé que le chômage officiel : 33 000 personnes y sont comptabilisées, soit 20 % des personnes en âge de travailler. Ces difficultés de mesure valent également pour le nombre de demandeurs d'emploi soumis à la formalisation du marché du travail. Entamée ces dernières années, cette formalisation se traduit par une hausse mécanique de la demande d'emploi quand elle progresse et à l'inverse, par un recul si elle est freinée.

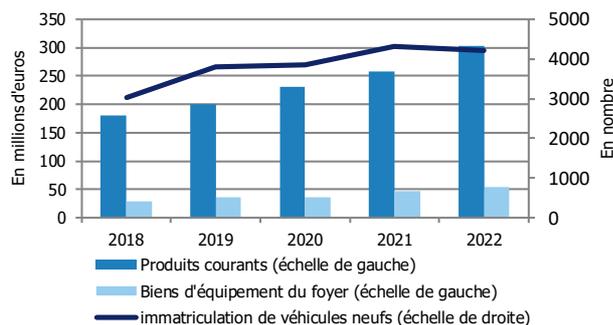
Une consommation des ménages toujours dynamique malgré une progression moindre

Malgré le contexte inflationniste, la consommation des ménages semble poursuivre sa marche en avant en 2022. Toutefois, au vu de l'évolution des indicateurs suivis, la progression est moindre qu'en 2021. En effet, seules les importations de produits courants enregistrent une hausse plus prononcée en 2022 (+17,3 %, contre +12,2 % en 2021). Les autres produits décélèrent ou reculent légèrement : les importations de biens d'équipement du foyer croissent de 16,3 % (+32,1 % en 2021). À noter néanmoins que ces évolutions intègrent les effets de l'inflation. En effet, en volume, les produits courants ne croissent que de 4,6 % tandis que les biens d'équipement reculent de 6,7 %.

On observe également une progression ralentie pour l'encours des crédits à la consommation, qui demeure toutefois soutenue (+6,6 % contre +9,2 % en 2021). Les immatriculations de véhicules neufs reculent de 2,4 % (+12 % en 2021) ; selon les professionnels, cette baisse pourrait être imputable aux difficultés du marché à répondre à la demande, ce qui décale la réalisation de certains achats et investissements.

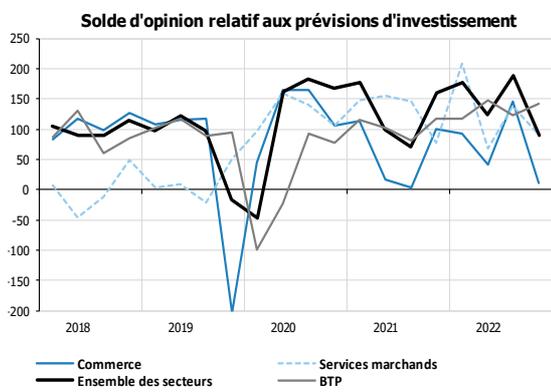
L'ensemble de ces indicateurs se maintiennent cependant à un niveau élevé, présageant une consommation des ménages toujours soutenue.

Principales composantes de la consommation des ménages



Sources : Douanes, Préfecture de Mayotte, calculs

Des intentions d'investissement favorables tout au long de l'année



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, données CVS

Dans la continuité de la tendance observée en 2021, les intentions d'investir exprimées par les entreprises sont bien orientées en 2022, corroborées par l'évolution des indicateurs macroéconomiques. En effet, les importations de biens à destination des entreprises poursuivent leur croissance : +19 % pour les biens intermédiaires (+17,7 % en 2021) et +8,1 % pour les biens d'équipement (+33,6 % en 2021). Le recours au crédit par les entreprises reste également dynamique en 2022. L'encours global s'élève à 460,3 millions d'euros (pour les établissements de crédit installés localement), soit une hausse de 6,8 % sur un an (+2,2 % en 2021). L'encours des crédits d'investissement, qui représente 62,6 % du total, croît de 9,7 % (après +5,1 % en 2021) et l'encours des crédits immobiliers enregistre une croissance de 11,4 % (stable en 2021). En revanche, l'encours des crédits d'exploitation continue de diminuer en 2022 (-8,8 % après -3,2 % en 2021), en lien avec le remboursement des Prêts garantis par l'État (PGE) massivement contractés en 2020 pendant la crise COVID.

Hausse des échanges extérieurs

Après une forte progression en 2021, les importations augmentent de nouveau de 20,8 % en 2022. Cette hausse est soutenue tant par la demande des entreprises que celle des ménages.

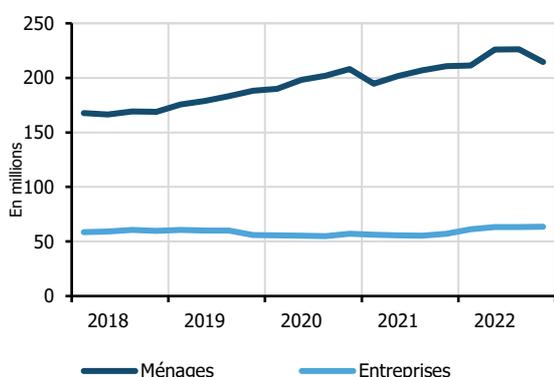
Les importations de biens « non-durables » (biens intermédiaires et produits courants) croissent de 19 % et 17,3 % respectivement (+17,7 % et +12,2 % en 2021). Les importations de biens « durables » enregistrent une évolution similaire. Les biens d'équipement professionnel et du foyer progressent respectivement de 8,1 % et 16,3 % (+33,6 % et +32,1 % en 2021). L'année 2022 connaît une évolution historique pour les exportations avec une croissance de 48,6 %. Aussi, le déficit de la balance commerciale se creuse encore pour s'établir à 1 milliard d'euros (+20,6 % par rapport à 2021).

Néanmoins, ces évolutions sont à nuancer au regard de la forte inflation en 2022. En effet, de décembre 2021 à décembre 2022, en volume, les importations se sont stabilisées (-0,2 %) alors que les exportations sont en recul (-4 %).

Des secteurs d'activité dynamiques

L'activité du BTP se consolide

Evolutions des crédits immobiliers



Source : IEDOM

En 2022, les chefs d'entreprises du secteur de la construction déclarent une activité soutenue et en progression toute l'année. Les carnets de commandes largement remplis sont accompagnés d'une augmentation des effectifs. Les entreprises font également part d'une amélioration de leur trésorerie à compter du deuxième semestre.

L'encours des crédits immobiliers d'entreprises s'inscrit dans la même tendance et affiche une augmentation pour l'ensemble des trimestres (+11,4 % en 2022, stable en 2021). L'encours des crédits à l'habitat des ménages progresse également. En revanche, une chute de 5,2 % au dernier trimestre 2022 modère la hausse observée les trois premiers trimestres de l'année. Par conséquent, l'année 2022 se termine avec une hausse de 1,7 % du crédit à l'habitat en glissement annuel (+1,3 % en 2021).

Pour le début de l'année 2023, les professionnels restent optimistes sur l'évolution de la conjoncture et prévoient une activité toujours vigoureuse.

Bonne tenue de l'activité du commerce

Excepté un recul au deuxième trimestre, l'activité commerciale est dynamique le reste de l'année, bénéficiant de la première année après-COVID sans restrictions ni application de mesures sanitaires. Le redressement de l'activité entamé en 2021 se confirme ainsi en 2022. L'encours de crédit à la consommation progresse sur cette période (+6,6 %). En revanche, les commerçants déplorent une dégradation de leurs trésoreries en fin d'année. Ils déclarent également une augmentation de leurs prix de vente. Les chefs d'entreprise du commerce envisagent 2023 sous les meilleurs auspices, avec une nette hausse de l'activité et des recrutements à venir malgré une inquiétude persistante sur leur trésorerie.

L'activité des services marchands se redynamise

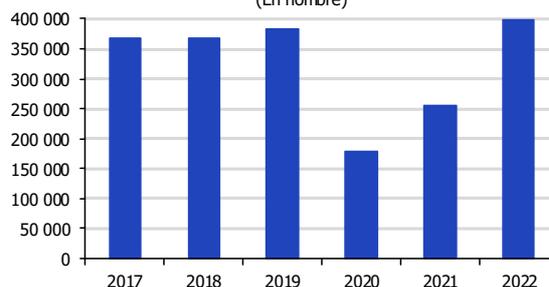
Après une année 2021 en demi-teinte, le secteur des services marchands connaît, dès le début 2022, une inversion de tendance et bénéficie d'une activité dynamique qui se maintient toute l'année. Cependant, les chefs d'entreprise pointent une dégradation de leur trésorerie tout au long de l'année, probablement en lien avec le constat d'un allongement des délais de paiement. Concernant 2023, les professionnels des services marchands anticipent une activité qui serait toujours en hausse.

Le tourisme retrouve son niveau d'activité d'avant-crise

En 2022, l'activité touristique retrouve son niveau d'avant-crise. Le redémarrage du trafic de passagers à l'aéroport de Mayotte, entamée en 2021 (+41,5 %), s'accroît en 2022 (environ 400 000 passagers, soit +56,2 %), tout comme les mouvements de vol qui enregistrent une hausse de 77,2 %. Cette tendance est encore plus marquée pour les passagers voyageant pour des raisons touristiques, qui augmentent de 87 % comparé à 2021 (-2 % par rapport à 2019) soit 61 500 personnes en 2022. Cette progression nette du trafic aérien en 2022 est permise par la levée totale des mesures de restrictions et par la reprise des lignes régionales.

Le secteur de l'hébergement bénéficie également de cette reprise. L'offre d'hébergement locatif est en forte augmentation. En 2022, près de 14 000 nuitées sont générées via les plateformes de vente en ligne (+70 % par rapport à 2021 et +77 % comparés à 2019). Et le nombre de nuitées réservées dans les structures hôtelières renoue avec le niveau de 2019 (+2 %), avec un taux d'occupation qui progresse de 5 points (74 % en 2022 contre 69 % en 2019).

Trafic passagers à l'aéroport de Dzaoudzi
(En nombre)



Sources : Aéroport de Mayotte

L'activité bancaire continue de se développer dans un contexte de resserrement monétaire lié à la normalisation de la politique monétaire de l'Euro système

La croissance de la collecte d'épargne se maintient

Après un ralentissement de la croissance en 2021 (+2,4 % contre +29,4 % en 2020), l'année 2022 s'inscrit dans la tendance de 2021 avec une évolution modérée de la collecte à 1,6 %. Les actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais s'élevaient à 950,4 millions d'euros.

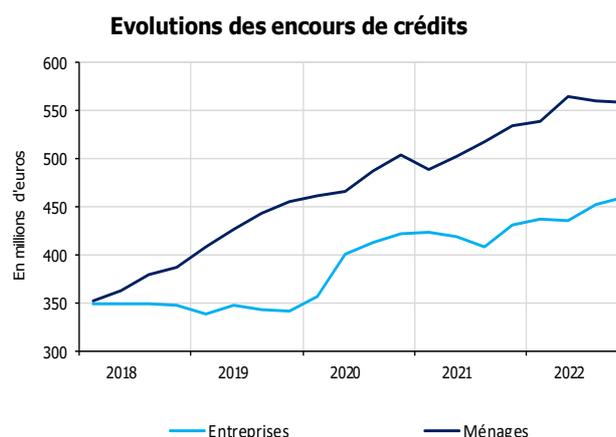
Les dépôts à vue, qui représentent 65,6 % de la collecte globale (623,7 millions d'euros), baissent légèrement (-0,9 % contre +2,2 % en 2021). Les placements liquides ou à court terme (204,2 millions d'euros) augmentent de 7,7 % (contre 2,1 % en 2021). Enfin, l'épargne à long terme progresse également (+5,1 % contre + 4,4 % en 2021) pour s'établir à 122,5 millions d'euros.

La demande de financement se consolide

En 2022, l'encours brut total des crédits (hors collectivités territoriales) accordés à l'économie mahoraise par l'ensemble des établissements de crédit installés localement progresse de 6 %, à 1 107,9 millions d'euros (+12,3 % en 2021).

Les ménages portent la plus grande partie de l'encours avec 558,8 millions d'euros en fin d'année (+4,7 % contre +5,9 % en 2021). L'encours des crédits à la consommation poursuit sa progression en 2022 avec une hausse de 6,6 % (+9,2 % en 2021). Le crédit à l'habitat progresse plus modérément (+1,7 %).

Les financements accordés aux entreprises continuent de croître. L'encours des crédits d'investissement augmente de 9,7 % (+5,1 % en 2021). Les crédits immobiliers enregistrent une hausse sensible (+ 11,4 %, stable en 2021). À l'inverse, les crédits d'exploitation continuent de se contracter (-8,8 %, -3,2 % en 2021). Cela s'explique par le remboursement des PGE contractés lors de la crise COVID.



Source : IEDOM

Une sinistralité maîtrisée

En décembre 2022, le taux de créances douteuses s'établit à 4,7 %, soit au même niveau qu'en fin d'année 2021. L'encours brut s'élève à 54,7 millions d'euros, soit une baisse de 5 millions d'euros sur un an.

2023 : un dynamisme économique à préserver

L'année 2022 a bénéficié d'une conjoncture économique favorable et d'une activité en croissance dans la majorité des secteurs. Cette dynamique a pu se concrétiser malgré les difficultés auxquelles sont confrontées les entreprises : inflation, approvisionnement, recrutement, insécurité, etc. Ces obstacles n'ont cependant ni freiné la croissance de l'activité ni entamé l'optimisme des chefs d'entreprise sur les perspectives à court terme. En effet, ces derniers demeurent confiants sur leurs prévisions d'activité et d'investissement. Cette confiance repose sur une économie dynamique, portée par des relais de croissance qui se diversifient. En effet, si la consommation des administrations publiques et des ménages demeure un appui ferme, il convient désormais de compter également sur la concrétisation de projets qui offrent des perspectives solides à l'activité économique de l'île. L'année 2022 a ainsi vu, entre autres, l'inauguration du DATA CENTER, la livraison de l'hôpital de Petite-terre ainsi que le lancement des travaux pour la première tranche du projet CARIBUS. Pour l'année 2023, d'autres infrastructures (centre commercial, construction de logements sociaux, travaux au port de Longoni, etc.), jugées indispensables pour le développement du territoire, devraient se finaliser ou se lancer. Les institutions publiques et les établissements de crédit prennent toute leur place dans l'accompagnement et le financement de ces divers projets. Dans ce contexte, la conjoncture économique devrait continuer à bénéficier d'un dynamisme et d'une activité toujours vigoureuse dans l'ensemble.

Toutefois, Mayotte demeure un territoire où de nombreux défis doivent être relevés pour assurer la pérennité de son développement. Les problèmes de mobilité et d'insécurité produisent des effets clairement négatifs sur l'activité, la rentabilité des entreprises et l'attractivité. Par ailleurs, les entreprises sont confrontées à un problème de capacité à répondre à la demande, du fait notamment d'un manque de main-d'œuvre et de difficultés à trouver du foncier. S'ajoute une potentielle crise de l'eau dont les conséquences néfastes pourraient impacter sensiblement l'activité de l'île.